

# **VENEZUELA - Une victoire démocratique galvaudée par les médias, c'est un peuple méprisé !**

Guillaume Beaulande

vendredi 6 mars 2009, par [Guillaume Beaulande](#)

Le peuple vénézuélien a fait montre de sa force citoyenne le 15 février et renouvelé sa confiance au gouvernement bolivarien. Avec 54,36% d'appui populaire, la démocratie vénézuélienne vient de remporter une victoire importante dans la guerre de néo-indépendance latino-américaine.

Les grands médias européens, avant même d'en connaître les résultats, présentaient ce référendum comme une énième stratégie de Chávez pour s'assurer une présidence à vie. Il convient de rappeler aux esprits les plus rétifs que ce référendum, expression démocratique s'il en est, ne vient pas à point nommé dans la tension qui règne au Venezuela. En effet, les partis d'oppositions financées par la NED (fonds national pour la démocratie) continuent leur œuvre de déstabilisation et la propagande va plus que jamais bon train. Tandis que les colombiens savent bien ce que signifie le terrorisme d'État et la narco-politique, les vénézuéliens sont eux habitués à être en proie au terrorisme médiatique et à l'opium néolibéral. Le terrorisme médiatique consiste à infiltrer les masses populaires et à inoculer des contre-vérités dans le but de diaboliser le président de la République Bolivarienne du Venezuela : Mr Hugo Chávez. La NED fut créée en 1984 par Reagan pour être ce que le politologue Michel Collon nomme un « porte-valise de la CIA », ses agences et celles de L'USAID (Agence états-unienne pour le développement international) pour appuyer les forces d'opposition capables de renverser un gouvernement gênant pour Washington, elles ont déjà fait leurs preuves en Yougoslavie, en Géorgie, au Kazakhstan, en Ukraine.

La NED ET L'USAID ont déjà déployé la somme faramineuse de plus de 30 millions de dollars entre 2001 et 2004, selon l'avocate Eva Golinger :

« Durant 2008 les activités de l'USAID/OTI au Venezuela se sont principalement focalisées sur la campagne de l'opposition pour les élections régionales du 23 novembre. Selon ses propres documents, l'USAID/OTI a financé cette année plus de 68 programmes/organisations vénézuéliennes destinées au développement de campagnes politiques et aux stratégies de communication des forces de l'opposition, avec 4 millions de dollars. » [\[1\]](#)

Les élections municipales de 2008 ont été présentées comme une défaite du processus bolivarien, comme une confirmation du référendum de 2007 qui a rejeté la constitution, or tel n'est pas tout à fait le cas. Même si l'opposition a réussi à gagner les États de Tachira, Carabobo et enfin, le plus important, l'État de Miranda, qui englobe Caracas, le PSUV a remporté 17 États sur 22 avec un taux de participation historique dans les milieux populaires de certaines de ces régions (66% au lieu du plafond habituel de 30-31%). Néanmoins cette victoire n'a pas sonné le glas de la force néolibérale et a souligné, au contraire, l'urgence d'une unité populaire en soutien au bolivarianisme.

Le référendum du 15 février 2009 est l'expression de cette prise de conscience populaire, l'ingérence de plus en plus sournoise de Washington rend plus que jamais fondamentale la parole de la souveraineté populaire. Le référendum n'est pas une simple consultation du peuple comme aimerait nous le faire croire les « médias-mensonges » mais le signe d'une démocratie saine et vivante à l'évidente condition que la parole du peuple ne soit pas méprisée comme en Europe. Il s'agit de contrecarrer les tentatives de déstabilisation du processus bolivarien par le vote, cette pierre de touche de la révolution démocratique au Venezuela que les médias européens s'acharnent à attaquer à grands coups de pioche.

Ne participent-ils pas ainsi à la légitimation d'un éventuel deuxième coup d'État contre Chávez ? Ils méprisent le « oui », auraient-ils méprisé le « non » ?

Au delà de l'injure que cela représente pour la capacité du peuple vénézuélien à disposer de lui-même, il s'agit de nier au peuple vénézuélien sa capacité à faire le bilan de ce que la politique de Chávez leur a apporté depuis février 1999.

Le manichéisme des médias aboutit précisément à couler dans le bronze ce qu'ils disent dénoncer : le culte de la personnalité.

En effet, nous assistons à une sacralisation non pas du pouvoir mais de son incarnation... non plus du président mais de l'homme. Tandis que cette personnalisation du pouvoir porte aux nues Barack Obama, elle tente d'anéantir Hugo Chávez en le ridiculisant. Il ne s'agit plus de diaboliser mais d'inoculer l'idée que ce qui a été sacralisé peut être dans la foulée piétiné avec la même fougue. Nous ne parlerons pas ici du « crépuscule des idoles » de Nietzsche mais l'on peut tout de même constater que les médias cultivent la propension de l'opinion à la pensée facile, à la condamnation de l'autre surtout en ces temps de marasme idéologique et financier. Ce phénomène prend un nouveau visage en effet, il ne s'agit plus seulement de jeter l'ombre de la dérive autoritaire sur Chávez mais aussi de mettre en scène une caricature qui, sous les projecteurs internationaux, prend les proportions d'un mensonge globalisée.

Tous ces journalistes qui, trop contents d'avoir un bouc-émissaire, ne font que montrer leur ignorance et leur incapacité à se détacher d'une figure imposée, parlent tantôt de « clown », tantôt d'autocrates prêt à toutes les dérives. Ils ne reculent devant rien pour le discréditer et le calomnier, ne faisant ainsi que relayer la désinformation tentaculaire divulguée par l'opposition vénézuélienne.

La calomnie majeure et qui devient l'ultime recours lorsque les arguments font défaut est l'accusation d'antisémitisme qui a porté, parmi beaucoup d'autres, sur Chávez, or il apparaît qu'une fois de plus ses propos ont été déformés : suite à un article de Jean Hebert Armengaud dans le *Libération* du 09/01/2006, « le credo antisémite de Hugo Chávez ». Le contexte est le discours prononcé par le président le 24 décembre 2005 dans lequel il critique l'accaparement des richesses par des minorités et ce, en réaction au rapport de l'ONU sur l'État du monde parut en 2005.

Une piqûre de contre-vérité dont on se serait bien passé mais qui donne une idée des méthodes employées par les médias privés nationaux du Venezuela dont RCTV et qui en cela, peut servir. Les propos de Chávez n'avaient rien d'antisémite, il parlait des « maîtres du monde » de tous les empires de César à Napoléon de l'Europe à l'Amérique, qui à un moment donné, ont fait main-basse sur l'ensemble des richesses. Le bout de phrase arraché à sa situation d'énonciation qui a mis le feu au poudre et déclenché un véritable séisme médiatique est :

« mais il se trouve qu'une minorité, les descendants de ceux qui ont crucifié le Christ (...) s'est emparée des richesses du monde [...] et a concentré ces richesses entre quelques mains. »

Tout est là... ou presque..., en effet Chávez disait en réalité ceci :

« Le monde possède assez pour tous, donc, mais dans les faits DES minorités, les descendants de ceux qui crucifièrent le Christ, les descendants de ceux qui jetèrent Bolivar hors d'ici et le crucifièrent aussi à leur manière à Santa Marta en Colombie... » [2]

Lequel des deux tient des propos tendancieux, Chávez qui conchie les oppresseurs dans l'Histoire ou le journaliste qui part du postulat que ce sont les juifs qui ont crucifié le Christ - ce que Chávez n'a jamais dit ! - ? Sans compter que la communauté juive du Venezuela et le président de l'Association israélite du Venezuela, Elias Farache Srequi, rejettent formellement cette accusation et a félicité le président vénézuélien pour l'efficacité de l'enquête menée sur le pillage d'une synagogue dans la nuit du 30 au 31 janvier 2009.

Les médias n'ont pas raté l'occasion et l'heure de la curée est venue, ils avaient même préparé leurs bien

prévisibles bafouilles avant même le résultat du référendum. L'approbation de cet amendement avec un tel taux de participation a autant de sens que le rejet du référendum de décembre 2007, il doit donc être respecté.

Les journalistes s'offusquent quand on les met en porte à faux, jurent leurs grands ducs qu'ils sont indépendants. Mais ils s'obstinent à ricaner d'une prétendue « présidence à vie » faisant montre au mieux d'une malhonnêteté intellectuelle à tomber par terre. Doit-on rappeler les articles de Bertrand de la Grange dans *Le Monde* qui avait inventé l'existence de « charniers sandinistes » dans les années 80', comble du cynisme, paroxysme du morbide.

On ignore où étaient les projecteurs internationaux lors de la révolte (el Caracazo) de 1989 contre le néolibéralisme et la réponse sanglante (3000 morts) du Président d'alors, Perez ? [Aujourd'hui, on ne le sait que trop...](#)

Quant au référendum, il ne s'agit, en réalité, que de laisser la possibilité pour les élus, quelque soit leur bord, de se représenter comme le rappelle très justement Bernard Cassen :

« le référendum permettra (ou non) à tous les élus régionaux et nationaux, dont le président de la République, de se présenter à des élections sans limitation de nombre de mandats. C'est-à-dire exactement la situation qui existe en France pour les députés, sénateurs, conseillers municipaux, généraux et régionaux, etc. C'était également le cas pour la présidence de la République jusqu'à la réforme constitutionnelle de l'an dernier, qui fixe le plafond à deux mandats. »

Force est de se figurer l'impact que peut avoir ce genre d'« informations » au Venezuela et le rôle qui leur est attribué dans ce terrorisme médiatique, à grands coups de slogans anti-Chávez, surtout quand on sait que 5 grands réseaux de télévision privée contrôlent plus de 80% du marché et ce 24h/24, 7 jours/7, depuis 10ans.

Si seulement les médias cessaient d'alimenter précisément ce qu'ils prétendent dénoncer c'est à dire le « culte de la personnalité », si seulement ils ne jetaient pas systématiquement le spectre du stalinisme sur le mouvement démocratique et révolutionnaire bolivarien, on pourrait peut-être parler de... liberté de la presse.

Le peuple vénézuélien n'est pas chaviste mais... bolivarien, et la nuance est de taille, moins facile à ingérer que la soupe froide du néolibéralisme grimaçant certes, mais incroyablement plus proche de la vérité.

Une [vidéo](#) très instructive sur les chaînes de télévision privée ainsi que sur l'origine et les méthodes employées par la propagande anti-gouvernementale est disponible sur le site Google Video.

Le journalisme doit être une médiation entre la vérité et le peuple, condition *sine qua non* à sa liberté d'expression, il doit œuvrer pour soutenir la liberté partout où elle est bafouée et non pas feindre de soutenir un peuple quand il est la corde qui soutient le pendu !

---

## Notes

[1] L'OTI (*Office for Transition Initiatives*) est une antenne de l'USAID au Venezuela qui a fomenté le coup d'État de 2002 contre Chávez. Voir Golinger, Eva, *Code Chávez : CIA contre Venezuela*, Oser dire, 2006 ou l'[interview d'Eva Golinger](#) par le *Courrier de Genève*.

[2] Voir sur ce point l'analyse éloquent de Michel Collon : <http://www.michelcollon.info/>.